

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**PREFECTURE**

Direction du Développement Durable  
et des Collectivités Locales  
Bureau de l'environnement  
DDDCL/BE/93 R 35 00006 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2015-3498 du 17 décembre 2015  
relatif à l'exploitation de la chaufferie située au 1, avenue Jean Moulin à Sevrans (93270)  
par SEVRANS ENERGIE BIOMASSE

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du Livre V, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu les articles L.541-2 et R.541-43 du code de l'environnement, relatifs aux déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-1523 du 13 juin 2014 autorisant la société SEVRANS ENERGIE BIOMASSE - SEBIO - à exploiter une chaufferie biomasse au 1, avenue Jean Moulin à Sevrans ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 novembre 2015, établi suite à sa visite du 14 octobre 2015 au cours de laquelle deux non conformités notables relatives à la gestion des déchets ont été constatées ;

Vu le même rapport proposant de mettre en demeure la société SEBIO d'assurer la gestion de ses déchets, conformément aux dispositions de l'article L.541-2 et R.541-43 du code de l'environnement ;

Vu la lettre de transmission du rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 novembre 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, accordant un délai de quinze jours à la société SEBIO pour formuler ses observations au projet de mise en demeure ;

Vu l'absence de réponse de la part de la société SEBIO à la transmission du rapport susvisé et réceptionné le 20 novembre 2015, à l'issue du délai des 15 jours qui expire le 7 décembre 2015 ;

Considérant que l'absence de gestion et de suivi des déchets constitue un écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEBIO de respecter les dispositions prévues aux articles L.541-2 et R.541-43 du code de l'environnement, en assurant la gestion de ses déchets et en tenant à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition de la réception et du traitement de ses déchets, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

## ARRÊTE

**Article 1er :** La société SEBIO, dont le siège social est situé au 1, avenue Jean Moulin à Sevran (93270), est mise en demeure, pour les installations classées exploitées à la même adresse, sous un délai de deux mois, de :

- assurer la gestion de ses déchets conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, la société SEBIO devra :

- s'assurer que les personnes à qui elle remet ses déchets bénéficient des autorisations ad hoc et ce, à tous les niveaux de la gestion des déchets, à savoir les collecteurs/transporteurs, les sociétés de tri/transit et regroupement de déchets, les négociants, les sociétés de traitement et d'élimination de déchets,...
- justifier en outre des filières d'élimination des déchets suivants : cendres (sous foyers et issues des filtres à manches), autres déchets non dangereux. Les justificatifs à fournir peuvent être des factures, des bordereaux de suivi de déchets, les arrêtés préfectoraux d'autorisation des filières de traitements, les récépissés de transports des collecteurs/transporteurs... Les filières d'élimination devront être conformes aux dispositions du code de l'environnement, notamment à son article L.541-2-1 ;
- tenir à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition de la réception et du traitement de ses déchets, conformément à l'article R.541-43 du code de l'environnement.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montreuil, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

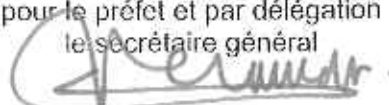
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**Article 4 :** Le présent arrêté est notifié à la société SEBIO par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse du siège social situé au 1, avenue Jean Moulin à Sevran. Une copie sera adressée au maire de Sevran, pour information.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet du Raincy, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet,

pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général



Hugues BESANCENOT